

Pétro-Canada

à répondre à nos besoins, car à une époque, nous importions environ 95 p. 100 ou 96 p. 100 de notre pétrole et autres sources d'énergie.

Je ne comprends nullement comment le gouvernement peut adopter une attitude aussi négative. Le gouvernement actuel, comme de nombreux autres gouvernements, est aveuglé par l'étatisme et le contrôle et ne reculera devant rien pour trouver une excuse à la création de nouveaux empires corporatifs de la Couronne et nous en connaissons un bon nombre dont a parlé le député de York-Simcoe (M. Stevens). Nombre de ces sociétés de la Couronne sont inefficaces, coûteuses et loin d'être satisfaisantes. Je veux bien insister sur le fait qu'il n'est pas question ici de commerce ordinaire. Il ne s'agit pas d'affaires de ce genre, mais d'une entreprise à capital-risque. J'ai fait remarquer hier soir qu'Imperial Oil avait foré 133 puits secs avant de trouver le pétrole qui a entraîné la découverte de gisements en Alberta et d'autres régions de l'Ouest du Canada, ce qui nous a permis de suffire à nos besoins.

Nous parlons de capitaux à grands risques et c'est l'argent des contribuables que nous investissons dans l'entreprise. La création de Pétro-Canada semble inévitable. Je voudrais qu'on laisse tomber ce projet et je me demande pourquoi le gouvernement le réalise en cette période d'austérité. Le gouvernement a annoncé son intention d'épargner un milliard de dollars; qu'il suive mon conseil et il économisera instantanément 1.5 milliard en renonçant au projet. Je le dis parce qu'il n'a pas besoin de la société. Il existe d'autres véhicules. Le ministre a dit que le gouvernement investit 300 millions dans Syncrude. La Panarctic a fait un très bon travail dont nous pourrions profiter.

Des voix: Bravo!

M. Woolliams: L'appui de certains de mes amis du parti libéral me fait chaud au cœur. Je sais qu'au caucus certains d'autre eux ne sont pas d'accord avec des membres du cabinet, car ces choses finissent par se savoir. Cela me dépasse que la majorité des ministériels pensent ainsi.

Pétro-Canada, que l'on financera avec l'argent des contribuables sans intérêt, a pour deuxième objectif de contenir le prix de l'essence. C'est là un objectif fort intéressant, contenir les prix de l'essence. Les faits, bien sûr, sont qu'à cause de la politique fiscale du gouvernement et parce que nous parlons de capitaux à risques qui seront probablement mal gérés, Pétro-Canada trouvera le moyen de décourager le secteur privé de faire la mise en valeur et la prospection. Quand nous ne suffirons plus à nos besoins et aurons perdu la sécurité des approvisionnements, le prix de l'essence augmentera. En fait, on pourrait et devrait dès maintenant baptiser le gouvernement d'équipe de l'essence à \$1. Avant longtemps, l'essence coûtera aux pompes ou au détail \$1 le gallon et même plus dans certaines régions, peut-être \$1.50. Très sincèrement, je crois qu'en septembre ou octobre de cette année, l'essence coûtera \$1 le gallon partout au Canada.

Le gouvernement nous demande maintenant d'avancer 1.5 milliard de dollars sans intérêt à une société de la Couronne, alors qu'il vient tout juste d'imposer une taxe de 10 cents le gallon sur l'essence. Le gouvernement est très bon pour le consommateur! Il a également augmenté le prix du pétrole brut de \$1.50 le baril. La semaine dernière, j'ai discuté de la situation avec quelques spécialistes de Calgary. Il est juste de dire que Calgary est la capitale de l'industrie pétrolière au Canada. Ces experts de l'industrie pétrolière s'estimeront chanceux s'ils touchent 22 cents de la hausse de \$1.50 le baril. Selon eux, le reste ira

sous forme de taxes aux trésors provinciaux ou au trésor fédéral.

Vu la conjoncture économique actuelle et les sommes qui seront avancées et placeront Pétro-Canada dans une situation plus favorable, cela n'encouragera certainement pas l'exploration et la mise en valeur. Sans une exploration et une mise en valeur constantes, nous manquerons de pétrole, ce qui entraînera la hausse du prix de l'essence car nous devons compter sur les pays de l'OPEP pour nous approvisionner. Nous serions logés à la même enseigne que d'autres pays, comme les États-Unis, qui eux, consacrent actuellement 30 milliards par année environ, soit plus que notre budget total à l'importation de pétrole brut et d'autres formes d'énergie.

Si cette société vise entre autres à diminuer le prix de l'essence, cet objectif est certes empreint d'hypocrisie car le prix de l'essence est présentement à la hausse. Cela est imputable non seulement à d'autres programmes économiques du gouvernement, mais également au fait que celui-ci n'encourage pas l'exploration et la mise en valeur. J'aimerais reprendre cette idée en raison de son importance pour cet amendement. En donnant 1.5 milliard de dollars sans intérêt et sans aucuns frais à Pétro-Canada, pour la lancer en concurrence avec le secteur privé, qui doit emprunter à 9, 10, 11 ou 12 p. 100, ou décourage la prospection et la mise en valeur, et l'on provoque ainsi une pénurie de pétrole et, donc, une augmentation des prix.

Non seulement cette société obtient-elle cet argent sans devoir payer d'impôt, mais le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien (M. Buchanan) a refusé d'établir des règlements sur la location des terrains. Pourquoi? Des porte-parole du gouvernement disent qu'ils ne veulent pas établir de règlements pour ce ministère parce qu'il reste des réserves de pétrole et de gaz à découvrir dans le Nord et que le gouvernement veut que l'entreprise privée aille y faire de la prospection. Je suppose que lorsqu'une entreprise privée aura découvert un gisement intéressant, le gouvernement établira des règlements, et placera Pétro-Canada, qui n'a pas d'intérêts à payer, dans une position favorable pour lui permettre de concurrencer le secteur privé.

Certains députés diront peut-être que c'est une bonne chose parce que cet argent reviendra aux contribuables. Cet argument peut se défendre. En théorie, certains pourraient s'y rallier. Cette mesure forcera toutefois les entreprises privées à se retirer. On ne découvrira donc pas d'autres gisements et nous connaîtrons de nouveau une pénurie qui fera augmenter le prix de l'essence partout au Canada. C'est de cet aspect qu'il s'agit et il n'est pas nécessaire d'être un économiste chevronné pour le comprendre parce que la loi de l'offre et de la demande joue toujours, même en présence de règlements.

Le gouvernement a adopté l'attentisme comme politique. Les entreprises privées ont le savoir-faire et l'expérience nécessaires pour découvrir ces gisements pétrolifères et gazifères. Lorsqu'elles en auront découvert, le gouvernement adoptera des règlements qui favoriseront Pétro-Canada et ses fonds considérables sans intérêt. Aucune personne sensée ne croit que les sociétés internationales continueront à découvrir du pétrole et du gas uniquement pour constater que Pétro-Canada prend ensuite les gisements à son compte.